



RETROUVER nos amis Sahraouis

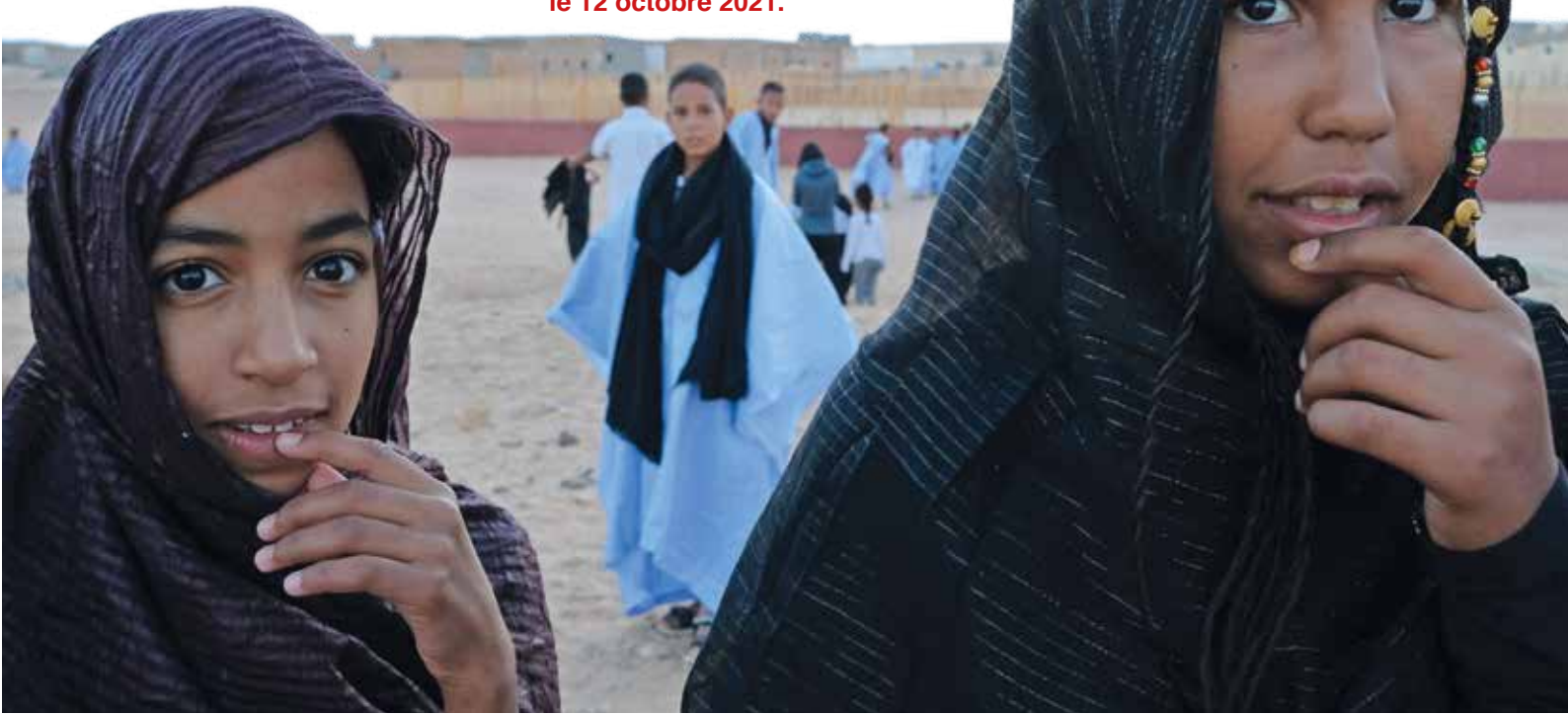
Ce samedi 16 octobre 2021, se tenait aux Mureaux dans une salle municipale la commémoration de la fête de l'unité nationale célébrant l'évènement si important d'octobre 1975. Ce 12 octobre, le Front Polisario sut convaincre les membres Sahraouis de la Djemaa espagnole de rejoindre le Front et de participer à la construction de l'unité politique de leur peuple. Démarche difficile mais indispensable tant la menace marocaine se faisait plus pesante. Au même moment, dans les campements de réfugiés, exactement les 11 et 12 octobre 2021, les 150 participants au charter européen se rendaient en caravane à Dakhla pour célébrer avec les habitants de la willaya cette fête de l'unité nationale.

Un peuple qui même séparé par la guerre et l'exil raconte un même récit et partage une même citoyenneté, forme renouvelée de la vieille identité sahraouie. Volonté politique qui lui permet de résister depuis 46 ans à l'occupation marocaine dont le premier objectif est la négation de cette identité sahraouie.

Alors avec ce journal, nous allons aller à sa recherche au moyen d'entretiens, à partir des témoignages des voyageurs et demanderons au Représentant du Front Polisario à Bruxelles de nous éclairer sur cet arrêt du Tribunal de la Cour de Justice européenne qui ne devrait pas manquer de bouleverser la donne politique pour les mois à venir. Pour aujourd'hui, nos meilleurs vœux pour cette année 2022.

Régine Villemont, décembre 2021

**Jeunes filles au défilé de l'unité nationale à Boujdour
le 12 octobre 2021.**



Le Représentant du Front Polisario pour l'Europe et l'UE, Oubi Bachir Bouchraya, répond aux questions de Sahara Info

De retour de la mission européenne dans les camps de réfugiés sahraouis, en octobre et alors qu'il venait de tenir avec le Président de l'EUCOCO, Pierre Galand, et plusieurs juristes, une conférence à Bruxelles suite à l'arrêt adopté par le tribunal de l'UE en septembre, il nous a semblé important de recueillir sur tous ces sujets son point de vue.



Conférence de presse à Bruxelles le 27 octobre 2021.

Quelle analyse faites-vous de la récente mission européenne dans les campements ?

Cette mission réfléchiée dans un cadre européen, était d'abord destinée à rompre l'isolement entre les Sahraouis réfugiés et la solidarité européenne. Vous savez combien ces liens sont importants pour nous et combien ils ont contribué à nous aider à dépasser notre situation d'exil. La pandémie a tout bouleversé, aussi dès que la circulation a été possible, nous avons fait le maximum pour faire exister une telle mission, et je m'en félicite car ce fut un moment important pour tous, Européens et Sahraouis. La date a été choisie pour permettre aux partici-

pants de commémorer avec nous cette date de l'unité que nous chérissons particulièrement. Il s'agissait aussi de convaincre de nombreux journalistes à participer à cette mission et de casser le blocus médiatique qui nous pénalise tant. Là aussi la réussite a été au rendez-vous. Les rédactions concernées ont pris conscience qu'aucun reportage n'avait été réalisé depuis longtemps à Tindouf alors que depuis novembre 2020, la guerre avait repris dans cette sous-région et qu'aucun média n'en parlait. Vous avez dû prendre connaissance des très nombreux articles parus en France, ce fut aussi le cas en Belgique, en Suisse, en Allemagne et en Espagne. L'autre grand intérêt de cette couverture médiatique renouvelée fut le déclic qu'elle provoqua à Bruxelles au Parlement européen, au sein de l'intergroupe alors que justement l'arrêt du Tribunal sorti le 29 septembre, nous était très favorable. Donc merci et bravo à toutes celles et ceux qui ont permis cette belle initiative... que nous espérons renouveler en février !

Vous avez la responsabilité de la présence politique du Front Polisario à Bruxelles, le récent arrêt du Tribunal est-il pour vous une étape décisive ?

Cet arrêt rendu public le 29 septembre 2021, qui fait suite au recours posé par le Front Polisario contre l'accord

d'extension passé entre le Maroc et l'UE, est vraiment une étape décisive qui sera confirmée j'en suis sûr en 2023 quand l'appel déposé par le Conseil et la Commission, arrivera à échéance. Cet arrêt non seulement confirme ce qui avait été arrêté par la Cour de Justice en 2016 mais va bien au-delà. Permettez-moi d'en reprendre l'essentiel, tant c'est important pour construire des argumentaires juridiques et intervenir sur le terrain. Le Sahara occidental a un statut distinct et séparé du Maroc et ce dernier ne peut se prévaloir d'aucun lien de souveraineté au Sahara occidental. Le droit à l'autodétermination est rappelé dans le cadre du processus normal de décolonisation.

Enfin le Front Polisario est le seul représentant du peuple sahraoui, le consentement de ce peuple est requis pour toute utilisation de ses ressources. Voilà ce qui était rappelé en 2016. En 2021 les juges européens vont encore plus loin. Ils indiquent que le Front Polisario dispose de la personnalité juridique lui permettant d'agir devant les instances juridiques européennes pour défendre ses intérêts et ceux de son territoire. Avec cette personnalité juridique le Front Polisario est davantage en mesure d'agir diplomatiquement, de défendre la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources et de faire exister pleinement l'idée de consentement du peuple sur l'utilisation de ses ressources.



Cour du Luxembourg le 29 septembre 2021, l'arrêt vient d'être publié.



**Conférence des juristes à Bruxelles
le 27 octobre 2021.**

Les juges ont par cet arrêt défilé les efforts de la Commission qui avait tenté au moyen de consultations fantômes de faire croire au consentement du peuple sahraoui. Mais cette évidence juridique n'a pas été suffisante pour le Conseil et la Commission qui viennent de déposer un recours. Recours qui affiche en toute clarté le choix de l'Europe en faveur du Maroc.

Nous disposons sans doute de deux ans avant le résultat du pourvoi pour préparer des actions en direction des consommateurs, des entreprises concernées et dès maintenant dénoncer la position européenne qui par ses encouragements aux positions marocaines freine tout règlement possible du conflit. N'est-ce pas là un crime de colonisation inscrit dans le droit humanitaire ?

Les principaux enjeux se trouvent à New-York et à Washington, qu'en pensez-vous ?

Washington : Nous sommes effectivement très attentifs à la position des Etats-Unis. Tout en attendant qu'une

décision officielle révoque le coup de force de Trump, nous observons que l'actuelle administration prend peu à peu ses distances. Par exemple, la Maison Blanche reprend le lexique des années avant Trump, au moment des manœuvres militaires African Lion, les communiqués américains ont pris soin de contrecarrer la propagande marocaine en soulignant qu'aucune manœuvre n'avait eu lieu au Sahara occidental, de même pas question pour la nouvelle administration d'installer un Consulat américain à Dakhla.

New-York : En 2020, nous ne pouvions faire que le constat suivant : il ne reste du plan de règlement de 1991 que le cessez-le-feu. En effet le Maroc ayant refusé toute idée de référendum, le processus politique contenu dans le plan de règlement n'existe plus. Bien au contraire, le cessez-le-feu au lieu de favoriser le règlement politique par l'organisation d'un référendum, sert depuis de nombreuses années à consolider l'occupation du Sahara occidental par le Maroc. Ce que nous disaient les

militants à l'occasion des discussions à nos derniers congrès. L'envoyé personnel, De Mistura est nommé dans un contexte difficile et dangereux. La reprise de la guerre, ce dont le Conseil de sécurité n'a pas mesuré l'importance en restant dans une appréciation floue de la situation. Que pourra faire l'envoyé personnel si le Conseil de sécurité reste dans une position qui au lieu de favoriser la décolonisation, cautionne ou presque l'occupation. Alors que depuis 1991, le Conseil de sécurité a échoué à faire appliquer son plan mais n'a jamais analysé les raisons de son échec. Il est plus que temps que le Conseil de sécurité prenne la mesure de la situation, la reprise de la guerre et l'incertitude à venir dans la région. Situation qui devrait lui imposer en urgence un changement de vision.

Les droits de l'homme au Sahara occidental

Je suis très conscient du rôle qu'une association comme la vôtre avec d'autres en France peut jouer. Le parrainage des prisonniers, le travail avec les avocats pour accompagner les plaintes. Il faut encore progresser et donner plus d'importance à toutes ces initiatives en renforçant en particulier les liens entre nos associations et les familles des prisonniers. Je connais aussi votre engagement en faveur de Sultana Khaya, elle est devenue pour nous tous une icône et je suis sûr que nous admirons tous sa capacité à porter avec éclat et courage la voix des Sahraouis pour leur indépendance, alors qu'elle est enfermée dans sa maison à Boujdour et craint chaque jour pour sa vie.



La 45^e EUCOCO tenue cette année à Las Palmas a représenté une étape centrale dans la solidarité avec le peuple sahraoui et a rappelé l'importance de la détermination de ce peuple en guerre depuis novembre 2020.

Se retrouver aux Mureaux avec les Sahraouis !



Les jeunes et leur drapeau.



Sous la tente les enfants s'initient aux jeux traditionnels dans le sable.

C'est une diaspora moins nombreuse qu'en Espagne, l'ancienne métropole qui compte des milliers de Sahraouis, mais son importance numérique n'est pas négligeable, elle est présente en région parisienne et dans plusieurs villes et départements français. Mais leur « vaisseau amiral » se trouve bien dans les Yvelines, à Mantes et aux Mureaux, le long de la Seine où l'industrie automobile offrait du travail dans les années 70.

Les familles, les jeunes, les enfants présents ce 16 octobre aux Mureaux viennent d'abord se retrouver et passer un bon moment ensemble. Ils se réunissent aussi par engagement patriotique et partagent pendant une journée leur identité sahraouie transformée en citoyenneté éprouvée même à l'étranger où il a fallu s'exiler et construire une famille.

Cette fête de l'unité nationale, celle du 12 octobre 1975, est organisée suivant cette double exigence. Reconstituer son lieu de vie d'avant, une tente, des tapis, le thé et faire exister la République sahraouie avec les drapeaux de la RASD et l'hymne national chanté en chœur. Pour les jeunes et les nombreux enfants présents c'est à la fois un moment de plaisir et un moment d'apprentissage patriotique.

La rencontre est organisée chaque année par une des associations sahraouies de la diaspora. Musiques, discours, les rencontres se ressemblent, elles peuvent revêtir plus ou moins de prestige suivant la commémoration choisie ou suivant les moyens engagés. La distribution des récompenses est un moment important, elles indiquent l'orientation donnée à la journée.

Ainsi en 2019, c'était les invités représentant les associations ou personnalités politiques solidaires qui avaient reçu un diplôme calligraphié avec soin. Cette année aux Mureaux c'est plutôt les jeunes qui sont honorés pour leur réussite aux examens et concours. Jeunes si nombreux à cette fête d'octobre, habillés de boubous et de mélafas, fiers d'être Sahraouis, encouragés à bien travailler à l'école. C'est ce que leurs parents espèrent, satisfaits du rôle que joue cette rencontre dans leur quotidien.

C'était l'occasion de parler avec les présents, de réunir des moments de vie, des histoires familiales et partager avec les lecteurs de Sahara info des personnalités, à la fois si proches dans leurs histoires et pourtant uniques.

La tente bédouine et le drapeau : lieu de vie sahraoui exalté à ces rencontres.



Mohamed M'Barek, Président de l'Association des Sahraouis en France -ASF- un des « Sages » de la diaspora sahraouie

Avec ce numéro nous partons à la recherche des Amis sahraouis. Occasion formidable de mieux connaître quelques-uns de ses plus anciens membres et responsables alors que l'on se connaît et qu'on milite ensemble depuis tant d'années. Les souvenirs de Mohamed M'Barek sont d'autant plus précieux.

« Je suis né à Hagou-
nia, sans doute entre
1945 et 1950, sous la
tente car mes parents
vivaient en badia avec
leur troupeau, 500 moutons et 40 chameaux jusqu'à la frontière de l'actuelle Mauritanie ». C'est ainsi que commence M'Barek, nostalgique de son enfance au Sahara. Il parle aussi de son père, obligé de partir soldat en Espagne de 1935 à 1950 et de laisser le troupeau à ses aînés et à ses frères. Il se souvient du marché de Tarfaya où les Sahraouis faisaient du commerce avec les européens présents, espagnols, français et même anglais, et c'était là que les Espagnols obligeaient les hommes à s'engager dans l'armée. En 1971, il part travailler en Mauritanie puis vient s'embaucher en France en mai 1972 avec des papiers mauritaniens. Il entre chez Peugeot, puis s'engage au Front Polisario dès 1974, il en a appris la création en partant en vacances dans sa famille. Ils étaient très nombreux chez Peugeot et se souvient que 300 ouvriers sahraouis ont quitté l'usine en 1975 pour rejoindre l'armée et le Front Polisario. Lui a choisi de rester pour être en mesure d'aider sa famille, dont une partie était restée au sud du Maroc et l'autre s'était exilée dans les camps de Tindouf.

Marié à Nouadhibou avant de venir en France, il a eu six enfants tous nés en France et tous engagés au Front Polisario. La diaspora sahraouie de Mantes et des Mureaux s'organise peu à peu et crée plusieurs associations. Celle de M'Barek est créée en février 1986, il en devient le Président en 1995. En retraite depuis 2013, il consacre beaucoup de temps à l'association, tient le stand à la fête de l'Humanité, organise avec d'autres les rassemblements Place de la République ou aux Invalides.

Il s'efforce d'impliquer les jeunes scolarisés en France qui possèdent bien la langue française pour écrire aux autorités, aux élus locaux, aux associations humanitaires ou défendant les droits de l'homme. Il a maintenant trois petits-enfants, se rend régulièrement dans les campements et participe comme Président de l'ASF aux Congrès du Front Polisario.

Il se ressent profondément citoyen sahraoui, exalte la générosité de l'Algérie qui leur a donné les moyens de résister et dénonce avec amertume : « Nous avons été partagés en 1975 entre le Maroc et la Mauritanie comme des animaux ».



Sidi Mohamed Bella, en France depuis 2017

Sahraoui âgé de 42 ans, Sidi Mohamed Bella, nous a surtout parlé du Sahara occupé, qu'il a quitté en 2017. C'est une autre histoire qui témoigne combien l'histoire coloniale des cinquante dernières années a obligé les Sahraouis à se construire des vies si différentes.

« Je suis né à El Aioun en 1979, mon père engagé au Front Polisario a été arrêté au moment de l'occupation et libéré au bout d'un an et six mois de prison. Sans procès et sans vraiment savoir pourquoi il avait été libéré. Il était enfermé au bagne de Benzerga près d'Agadir. Dans la famille on se souvient d'un grand-père né en 1912 qui était un grand commerçant à El Aioun et traversait tout le Sahara pour son commerce. Il est mort en 1974 et heureusement n'a pas vu les militaires marocains. J'ai trois sœurs et un frère.

Nous avons suivi l'école primaire et le secondaire dans les écoles marocaines où nous étions obligés de chanter l'hymne marocain, de participer chaque jour au lever du drapeau le matin et à la sortie de 17h. Avant 1991, la plupart des enseignants jusqu'au collège étaient des militaires avec un niveau très faible. Après le cessez-le-feu, des professeurs marocains sont venus du Maroc car les conditions étaient avantageuses, ils recevaient un double salaire. Les élèves d'origine marocaine sont également plus nombreux et sont plutôt « racistes » avec nous et les discussions étaient vraiment difficiles, ils étaient surtout chargés de la propagande ! De leur côté mes parents s'efforçaient de nous entretenir dans notre langue, le hassania et dans notre culture.

Je suis entré à l'université d'Agadir en 1999 pour suivre des études en histoire-géographie. On s'est retrouvés nombreux à la fac d'Agadir, tous militants de l'indépendance. J'ai participé au rassemblement de 2005 et j'ai été en prison une année jusque 2006. Libéré je suis reparti dans ma famille à El Aioun et ai travaillé comme commerçant. En 2017 j'ai pu obtenir un visa pour aller en Espagne avec un groupe de défenseurs des droits de l'homme puis suis passé en France à Nancy d'abord puis aux Mureaux où j'ai trouvé du travail aux usines Renault ».



La rencontre avec Jalil Suiliki, souvenir d'Haouza des années 80

Quel bonheur de retrouver aux Mureaux ce jeune Sahraoui, petit-fils du maire d'Haouza qui reçut dans sa daïra en 1982, le maire du Mans, Robert Jarry et son adjointe, Jeanine Rouxin, pour une première cérémonie de jumelage entre Le Mans et Haouza.

C'est d'autant plus du bonheur que Jalil comme tous ceux de sa génération possède plein de photos sur son téléphone, et bien sûr retrouve celle de son grand-père avec les deux élus du Mans !

C'est plutôt le portrait d'une famille que j'ai pu recueillir !

Le maire d'Haouza, Suiliki Belkasem est né en 1923, il avait été élu ou désigné comme membre de la Djemaa espagnole où il représentait sa tribu, il possédait une maison à El Aïoun mais la grande partie de la famille élevait des troupeaux au large d'El Aïoun.



En 1991, le maire d'Haouza est invité au Mans et retrouve élus et amis.

Dès l'arrivée des soldats marocains et la signature des accords de Madrid, toute leur famille part vers l'est puis l'Algérie emmenant dans trois voitures, femmes et enfants. Très vite Suiliki prit des responsabilités politiques dans les campements. C'était l'un des membres importants de la Djemaa qui avait rejoint le Front Polisario le 12 octobre 1975 (date dite de l'Unité nationale). Marié deux fois il eut six enfants et mourut en octobre 2005 après avoir longtemps dirigé la daïra d'Haouza, être venu au Mans et de nombreuses fois en Espagne.

Les parents de Jalil sont partis en Espagne en 2000, et avaient suivi comme de nombreux jeunes de leur génération des études en Libye. Jalil né en 1993 a rejoint l'Espagne en 2006 puis faute de travail est arrivé en France en 2018 où il a trouvé du travail chez Renault comme conducteur d'installation.



Oumla Khout, une femme sahraouie comme beaucoup d'autres, à cheval sur les frontières

On ne se connaissait pas ! Aussi merci de sa confiance et pour m'avoir confié quelques moments de sa vie.

Oumla Khout est âgée de 45 ans, elle est arrivée aux Mureaux en 2018, avec son mari qui dispose de papiers espagnols. Ils sont restés cinq ans en Espagne, mais faute de travail, ils ont choisi la France où son mari a d'abord travaillé chez Renault puis dans le bâtiment. Elle est allée à l'école à El Aïoun avec surtout des professeurs marocains qui leur inculquaient une terrible propagande, mais heureusement ses parents à la maison auprès d'elle et de ses sept frères et sœurs leur disaient la vérité sur le peuple sahraoui et leur parlaient hassania. Son père est retraité de l'armée espagnole.

« Chaque année je retourne à El Aïoun au moment des vacances, où j'ai de la famille. Nous sommes un peu partout ! J'ai un frère dans les campements et une sœur en Espagne ! Mais le plus important à vous dire, c'est que le Maroc contrôle tout au Sahara occidental, ainsi nos mines de phosphates, notre richesse, sur les 400 postes de travail seulement 30 sont occupés par des Sahraouis, et tout le minerai part à l'étranger et remplit les poches du roi ».

Ali M'Barek Fadli, étudiant à Agadir vient de faire 3 ans de prison

C'est Michèle Joly coordinatrice des parrainages des prisonniers politiques sahraouis par des personnes solidaires en France, qui a recueilli quelques souvenirs de Fadli. Elle recueille auprès de lui les informations sur les prisonniers et les transmet aux parrains.

« J'ai 27 ans, je suis arrivé en France en octobre 2019. J'ai posé une demande d'asile après ma libération au terme de trois ans de prison, de notre arrestation et procès après le rassemblement organisé à Agadir à l'université. Je suis né à Assa comme mes parents et mes six frères et sœurs. Un de mes frères est allé aussi en prison pendant trois ans, il est libéré mais toujours sous surveillance.



Mes parents et mes grands-parents étaient des chameliers nomades, et d'après ce qu'ils nous racontaient la colonisation espagnole n'avait pas modifié leur style de vie, ils continuaient à aller et venir avec leurs troupeaux en cherchant les pâturages. »

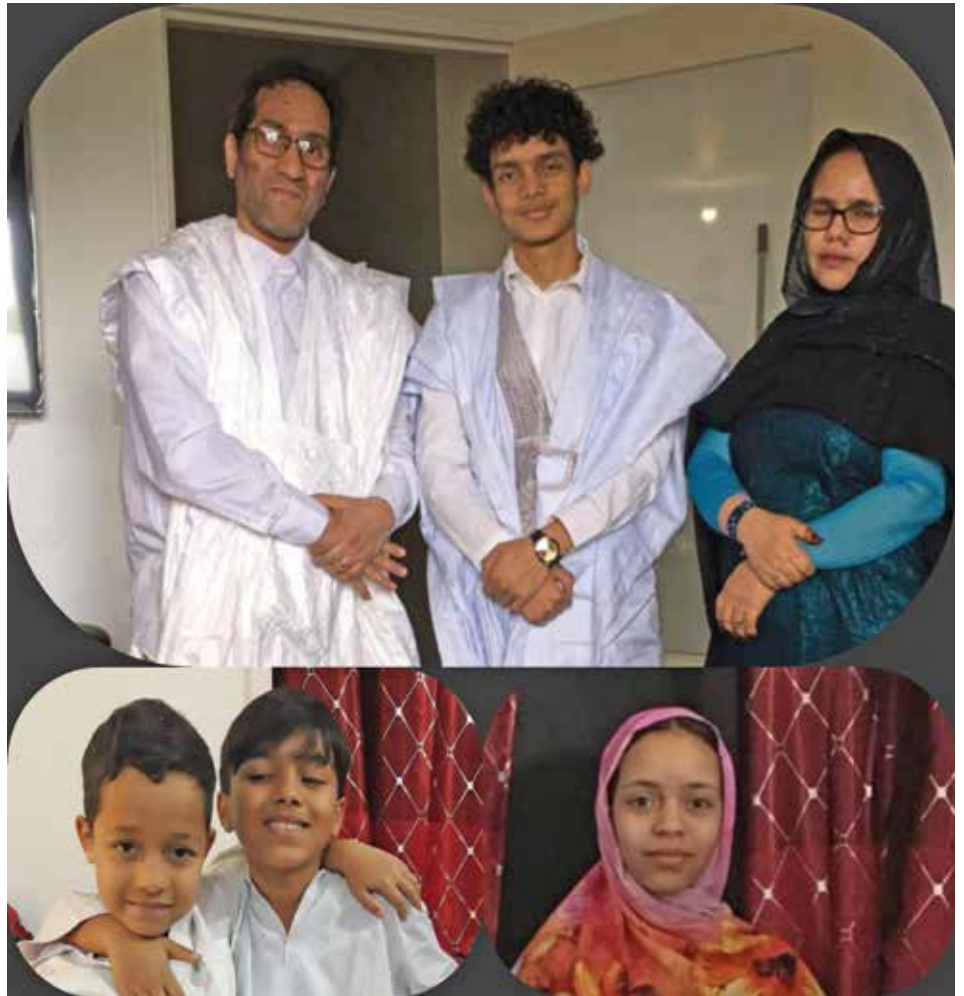
Mohamed Didi, Sahraoui résidant en France avec toute sa famille

Le témoignage est plus facile, on se connaît depuis longtemps et si bien. Mohamed Didi est un des heureux étudiants boursiers venus en France en 1992, obligé d'y rester pour suivre des soins médicaux dont sa vie dépendait. Il s'est marié dans les campements et a fait progressivement venir sa famille en région parisienne, où il est désormais bien installé, avec travail pour le couple et une scolarité impeccable pour les quatre enfants.

Mohamed Didi est né en 1968, à El Aïoun. Il se souvient un peu de cette ville espagnole toute petite avec quelques magasins. Il se souvient aussi de ses grands-parents maternels et paternels qui vivaient avec sa famille. Six frères et sœurs qui selon la saison habitaient une maison à El Aïoun ou la tente en badia quand les pâturages permettaient de nourrir leurs chameaux. Son père était éleveur avec un petit troupeau de chameaux mais également maçon pour disposer d'un peu plus de ressources.

En janvier 1976, toute la famille quitte El Aïoun en catastrophe, Mohamed Didi qui a huit ans, se souvient d'une land-rover et surtout des bombes qui les avaient obligés à se cacher dans des grottes. Alors qu'ils arrivent en Algérie, leur père resté en arrière avec ses chameaux est arrêté par une patrouille marocaine, car soupçonné de transporter des armes ; il disparaît. Les proches de Didi, restés dans les campements ne le reverront qu'en 2013 quand ses restes seront retrouvés avec ceux de 6 autres disparus, identifiés et inhumés religieusement à Mehriz, au pied du mur marocain.

À Tindouf, Mohamed Didi est d'abord scolarisé dans les campements, il s'en souvient à peine car il part très vite en Libye, de 1977 à 1984. Séparation brutale, les retours dans les campements sont rares et difficiles mais permettent à tous ces jeunes doublement exilés de suivre une scolarisation solide. Mohamed Didi en garde une belle culture arabe qui lui permet aujourd'hui d'être traducteur et de s'essayer à la calligraphie. Tout jeune il n'avait connu à El Aïoun que l'école coranique car ses parents n'avaient pas confiance



Mohamed Didi avec toute sa famille.

dans l'école espagnole, celle des colons. Comme tous les jeunes scolarisés en Libye où ils sont accueillis dans de bonnes conditions, ils sont obligés de quitter ce pays car Khadafi se rapproche du Maroc et se débarrasse de tout ce qui peut gêner sa politique. Le Polisario organise alors avec l'appui algérien le transfert de tous les jeunes scolarisés en Libye vers les écoles et universités algériennes. Mohamed Didi y reste jusqu'en 1987, y passe son bac et revient dans les campements pour suivre le service militaire.

Comme beaucoup d'autres jeunes il espère une solution à l'étranger lui permettant de poursuivre des études. Le départ vers l'étranger est strictement réglementé par le Ministère de l'Éducation pour empêcher tout passe-droit ou favoritisme, alors comme les autres il attend et fait partie d'un groupe de douze lycéens qui pourront bénéficier d'une bourse universitaire en France, où il arrivera en septembre 1992.

Une autre promotion de boursiers arrivera en France, au Mans puis en Lorraine l'année suivante. C'est une autre histoire dont l'issue ne s'est pas conclue comme espéré.

En effet tous ces jeunes formés à l'étranger se projetaient dans un Sahara indépendant où tout devenait possible après la mise en œuvre du référendum d'autodétermination promis par les Nations Unies.

Difficile pour ces jeunes adultes formés en France, en Europe, en Amérique Latine de trouver leur place dans les campements et un travail correspondant à leur formation.

Alors chacun a trouvé des solutions et s'est construit une vie, à mi-chemin entre pays d'accueil et campements, gardant pour presque tous des liens étroits avec le Front Polisario pour ce qu'il représente, la certitude d'une patrie indépendante.

Témoignage de Boujemaa Laouissid



Je m'appelle Boujemaa Laouissid, né le 15 juin 1970 à Laouina près d'Assa et je réside actuellement à Mantes-la-Ville. Je fais partie de la direction technique du centre hospitalier intercommunal de Meulan les Mureaux, fonctionnaire dépendant du ministère de la santé.

Je suis arrivé en France en 1979 à Notre Dame de Gravenchon, une petite ville de 10 000 habitants en Normandie. Nous n'étions que deux familles sahraouies, la mienne et celle de mon épouse, qui étaient déjà en contact avec les représentants du Front Polisario. J'ai suivi des études en électrotechnique puis en 1990 une fois diplômé je suis parti travailler à Rumilly en Haute Savoie. A mon retour en 1992, je me suis marié et j'ai quitté la Normandie pour m'installer à Mantes-la-Jolie.

C'est à cette période que mon engagement pour la cause sahraouie a pris de l'ampleur. En effet, j'étais régulièrement en contact avec des militants sahraouis tels que Ahmed Salem El Haimer, Mohamed Mbarek Mouloud, Ali Salem Tamek et surtout Mohamed Ould el Amine. C'est surtout ce dernier (qu'il repose en paix) qui a joué un grand rôle dans mon engagement. J'ai alors adhéré à l'association sahraouie et me suis investi au service de ma communauté.

En 2008, première responsabilité je suis devenu trésorier au sein du bureau exécutif de l'association sahraouie en France et ce jusqu'en 2019, date à laquelle j'ai pris la présidence de l'association de la communauté Sahraouie en France à Mantes-la-Jolie. J'ai participé régulièrement aux congrès du Front Polisario et à des conférences sur le Sahara occidental en France et à l'étranger et me suis rendu dans les campements plusieurs fois. Expérience qui m'a conduit à m'investir davantage tant j'ai été touché par la situation des Sahraouis dans les camps ainsi que par la répression que subissent les citoyens Sahraouis dans les territoires occupés.

J'ai participé avec d'autres militants sahraouis à la mobilisation d'un maximum de personnes à notre cause par le biais de manifestations, de conférences, de meetings. C'est grâce à notre persévérance et à notre hargne que notre combat pour notre indépendance est désormais mieux connu. Pour moi, cette lutte pour mon peuple est primordiale et vitale. Une lutte de tous les instants, une lutte légitime et noble, qui demeure semée d'embûches et d'obstacles. Mais il n'en demeure pas moins qu'elle reste belle et juste.

Echos de la 45^e EUCOCO

La 45^e EUCOCO fut l'occasion d'énumérer les avancées réelles de ce dossier douloureux malgré les incuries et lâchetés de l'Union européenne qui privilégie les relations commerciales avec le Maroc au mépris des règles du droit international et des règles de l'Union, rappelées ces deux dernières années par des arrêts très argumentés de la Cour de Justice Européenne qui reconnaît pleinement les droits du peuple sahraoui et son mouvement de libération le front Polisario. Quant aux Nations Unies, elles ont désigné un nouvel envoyé personnel du secrétaire général pour le Sahara Occidental, Staffan de Mistura dans les territoires occupés du Sahara Occidental, mais personne ne peut dire s'il arrivera à faire plier le Maroc et réaliser un véritable référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. Les enjeux économiques sont tels que le roi du Maroc et ses amis français et européens n'entendent pas lâcher cette source considérable de revenus.

La bataille diplomatique est cependant relancée auprès de l'Espagne qui n'a pas apprécié le criminel geste de colère du roi du Maroc ouvrant les grilles de Ceuta à quelques milliers de demandeurs d'asile, de migrants économiques (dont de nombreux jeunes Marocains) parce que l'Espagne avait accepté l'hospitalisation du secrétaire général du Front Polisario, représentant reconnu du peuple sahraoui et gravement malade du Covid-19. Si l'Espagne, grand pays européen, reconnaissait l'Etat sahraoui, cela débloquerait cette situation absurde et meurtrière et permettrait aux Espagnols d'entretenir des relations politiques et économiques avec divers pays africains dont beaucoup reconnaissent l'Etat sahraoui. Celui-ci siège d'ailleurs au sein de l'Union africaine... à côté du Maroc et de l'Algérie.

Si le référendum d'autodétermination n'a pas lieu au plus vite, reste alors la menace d'une guerre qui risque d'embraser toute la région, les Sahraouis ayant démontré leurs capacités de guérilla même face à une armée marocaine bien plus puissante et équipée... Mais plutôt démoralisée lorsqu'il s'agit de combattre des « frères » rebelles.

**Gabrielle Lefèvre extraits de zooms curieux
du site : entreleslignes.be**

© Gabrielle Lefèvre



Le 10 décembre 2021 à Las Palmas, des membres des comités de soutien au peuple sahraoui ont manifesté pour soutenir Sultana Khaya, violée et torturée par des policiers marocains.

Une famille militante

Aziza, jeune femme sahraouie de tous les rendez-vous militants et patriotiques, est passée quelques instants à la fête des Mureaux. Moments qui m'ont permis de recueillir quelques-uns de ses souvenirs.

« Je suis née en France car mes parents y étaient installés. Ils sont arrivés en France séparément. Mon père qui habitait El Aioun a quitté le Sahara avant l'arrivée des Marocains en 1973 puis est reparti au Sahara occupé pour aller chercher ma mère en 1978. Exactement le 8 mai, c'est un grand souvenir familial car aussitôt arrivé il s'est rendu à la fête de l'Humanité où il a retrouvé Mohamed Sidati, alors étudiant, représentant actuel du Front Polisario en France.

Mon père né en 1930 était comme la majorité des Sahraouis, éleveur de chameaux. C'est surtout l'histoire de ma mère, Mahjouba Mint Mahjoub et de son père qui est présente dans notre mémoire familiale. Il s'appelait Mahjoub Weld Mbark El Arbi, était qayd sous la colonisation espagnole. Connue pour son engagement politique, il fut torturé psychologiquement par les autorités coloniales. Il fut contraint, en étant attaché plusieurs jours, de dénoncer les membres de son groupe. Chaque homme fut frappé et déshabillé devant lui pour obtenir ses aveux. Il est resté silencieux et n'a dénoncé personne. Mais ce fut un choc terrible pour lui, il en perdit la parole et tomba paralysé jusqu'à sa mort. Mes parents habitent et ont travaillé longtemps à Mantes et sont sincèrement mobilisés en faveur de notre lutte de libération. Ils sont pour moi de grands exemples ».

Amnesty International a décidé une action urgente complémentaire (n°33/21) et s'associe ainsi au mouvement de soutien à la résistance de Sultana Khaya face à la répression marocaine.

Vous avez le temps de vous joindre à cette action qui dure jusqu'au 24 janvier 2022.

Aussi ne manquez pas d'écrire à l'ambassade du Maroc à Paris en reprenant dans votre courrier les éléments contenus dans cette page.

Contact : Ambassade du Maroc
5, Rue Tasse 75116 Paris ou
info@amb-maroc.fr.

Amnesty dans son action urgente contextualise le courrier à envoyer, extraits : « la détention illégale de Sultana Khaya et de sa famille s'inscrit dans le contexte de la répression exercée par les autorités marocaines contre les militantes et les militants sahraouis et contre les voix critiques qui s'expriment au Sahara occidental et qui a pris de l'ampleur à la suite de la reprise des affrontements entre Maroc et Front Polisario ».

Le calvaire de Sultana Khaya Présidente de la Ligue pour la défense des droits de l'Homme et contre le pillage des ressources naturelles à Boujdour

Mon histoire n'est qu'une histoire parmi beaucoup d'autres. Nous nous sommes retrouvés depuis 1976 dans une sorte de prison à ciel ouvert mais fermée par un mur militaire long de 2770 km et obligés d'utiliser des cartes d'identité marocaines, négation de notre nationalité. Nos patronymes ont été « marocanisés », nos traditions culturelles interdites dans une volonté de faire disparaître toute expression sahraouie.

« Je m'appelle Sultana Khaya, je suis sahraouie, personne ne me connaissait avant 2007. Cette année 2007, j'ai été battue, torturée et j'ai perdu mon œil droit après avoir été durement agressée par un policier marocain. Mon crime étant d'avoir participé à une manifestation pacifique pour notre liberté.

Cette violence ne m'a pas intimidée, aussi j'ai poursuivi mes combats refusant de me taire en dépit des représailles exercées contre moi. Mais depuis l'an dernier, elles sont devenues particulièrement violentes.

Le 19 novembre 2020, alors que je me rendais en voiture chez moi à Boujdour, j'ai été arrêtée à un poste de contrôle policier et militaire. Les autorités m'ont fait monter de force dans une voiture de police et m'ont emmenée dans un poste de police voisin, où j'ai été interrogée, agressée sexuellement et priée de rentrer chez moi et de ne parler à personne. De retour chez moi, j'ai trouvé ma maison encerclée par 21 véhicules de police et par de nombreux agents des forces de sécurité qui m'ont poussée à l'intérieur. Depuis je suis assignée à résidence sans aucun fondement juridique. On ne m'a jamais montré une ordonnance de justice autorisant ma détention ni informée d'aucune accusation pénale.

Ma maison a été perquisitionnée à plusieurs reprises. En mai dernier, des agents marocains nous ont violées moi et ma sœur Elwaara, celle-ci a été violée avec la hampe du drapeau, que nous brandissons quotidiennement depuis le toit de notre maison.

Plus tard, ils lui ont arraché deux dents puis agressé notre mère. Des baltagua cagoulés ont aspergé notre maison de produits chimiques, ont jeté une substance noire sur mon visage provoquant une thrombose de mon œil gauche, celui qui me reste. Ils ont coupé notre électricité, ils nous ont tout volé, de l'argent aux ustensiles de cuisine. Lors d'un dernier assaut, ils ont essayé de me donner la covid en introduisant de force dans mon nez une solution liquide. Des agents en civil bloquent les rues et les entrées qui mènent à notre domicile. Ils nous empêchent de sortir ou de recevoir des visiteurs. À plusieurs reprises, j'ai tenté de sortir pour protester contre ces manœuvres qui nous empêchent tout contact avec les amis et les militants, tentative qui a entraîné encore plus de représailles violentes.

Mais ce que « ces barbares » ne savent pas, c'est que notre âme est libre comme le vent, patiente et résistante comme le sable du désert, que notre force est plus grande que tous les coups qu'ils nous infligent. Nous n'arrêterons jamais de crier : Sahara libre ! Les mots me manquent pour décrire ces souffrances, ce que nous endurons sous cette occupation. Mais nous restons forts, notre volonté est inébranlable, comme notre résistance pacifique.

Sultana Khaya

Message de solidarité avec Sultana Khaya (extraits)

Ce dimanche, 5 décembre 2021, des agents marocains ont fait irruption dans la maison de Sultana Khaya, et l'ont agressée brutalement, de même sa mère et sa sœur et ravagé une grande partie de la maison. /..

La Ligue des Femmes Sahraouies en France réunie ce 5 décembre à Paris :

- Dénonce ce que la militante Sultana Khaya et sa famille ont subi en résidence surveillée pendant un an ;
- Salue sa fermeté face à l'arrogance du Makhzen ;
- Apprécie les messages forts de défi et de résilience qu'elle envoie aux forces d'occupation et au monde, à travers sa résistance pacifique ;
- Déclare son adhésion à la campagne nationale et internationale en faveur de Sultana Khaya et de sa famille ;
- Appelle le Comité international de la Croix-Rouge et toutes les organisations internationales de défense des droits humains à intervenir pour découvrir la vérité sur ce qui se passe au Sahara occidental et exiger la protection des civils et la libération des détenus politiques sahraouis dans les prisons marocaines.

Paris, 5 décembre 2021

Ligue des Femmes Sahraouies en France - liguefshfr@gmail.com

Mission européenne d'information dans les camps sahraouis et dans les territoires libérés de la RASD



L'attente à l'aéroport Barajas de Madrid a permis aux militants français et espagnols de rappeler le sort des prisonniers politiques sahraouis dans les geôles marocaines.



À l'arrivée de la mission, c'est à Boujdour que Claude Mangin-Asfari prononce son premier discours pour commémorer avec les présents la fête de l'unité nationale. C'est pour Claude qui a tant travaillé pour réussir cette mission, un grand bonheur.

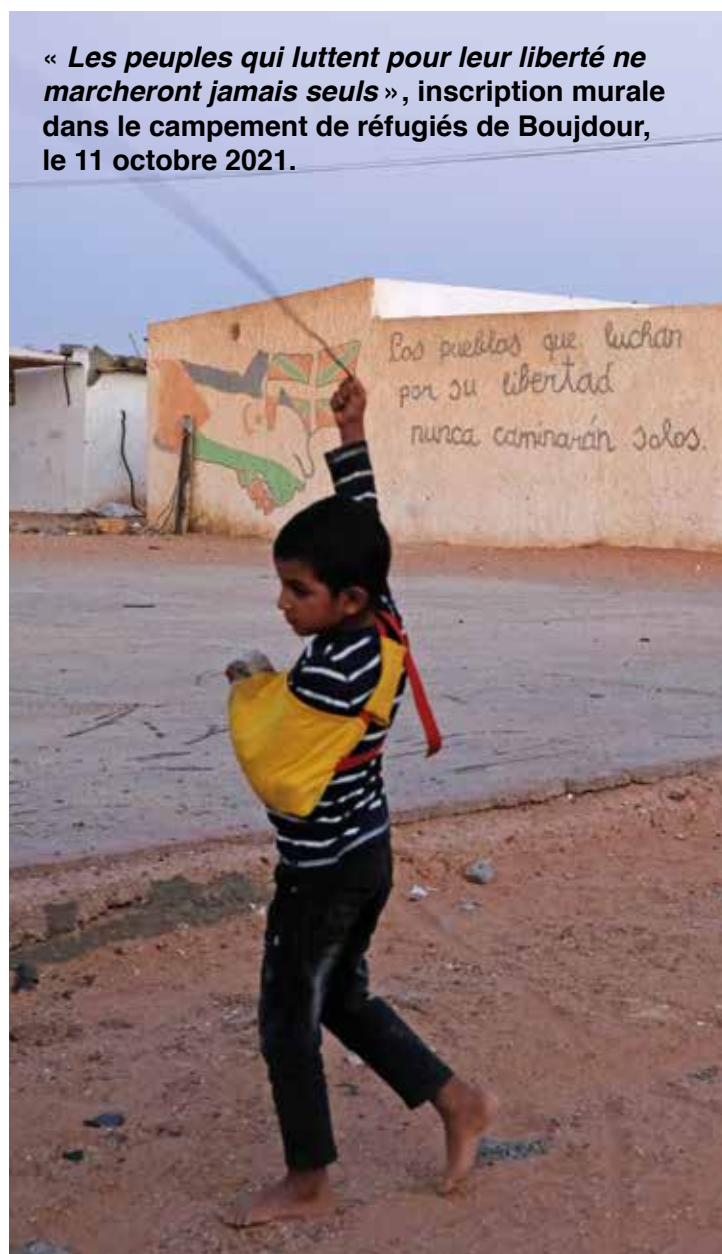


La mission se retrouve en soirée à Dakhla pour participer à la reconstitution du démantèlement du camp de Gdeim Izik. Les présents se souviennent qu'en octobre 2010, avant la révolution arabe, les Sahraouis quittent leur ville occupée et reconstituent un immense campement à Gdeim Izik, celui de leur liberté.



Soirée de festivités le 11 octobre 2021, sur une dune du campement de réfugiés sahraouis de Dakhla.

« Les peuples qui luttent pour leur liberté ne marcheront jamais seuls », inscription murale dans le campement de réfugiés de Boujdour, le 11 octobre 2021.



Campements sahraouis : premières impressions

Ministère de la Culture à Rabouni - 14 octobre 2021



Cette fresque flambante neuve se situe dans la cour du Ministère de la Culture. C'est une représentation de la culture sahraouie par les Sahraouis eux-mêmes, un effort de mémoire collective.

Car il faut bien le dire le paysage des camps de réfugiés d'aujourd'hui a peu en commun avec celui de cette fresque. Toutefois même si les Sahraouis n'échappent pas aux effets

de la mondialisation, ils restent fermement ancrés dans un socle culturel inaliénable. Mais la culture n'est jamais loin de la politique : sur la droite de la fresque laalebasse de lait de chamelle renversée est venue compléter ce tableau après la victoire juridique offerte par l'arrêt de la Cour de Justice de Strasbourg le 29 septembre 2021. Le lait renversé signifiant le retour prochain sur la terre patrie !

Camp de Boujdour, au sud de Tindouf, Algérie - 11 octobre 2021

Dans le camp de Boujdour, c'est la clôture en fête du *Programa alternativo vacaciones en paz*. En raison de la pandémie, les enfants sahraouis n'ont pas pu quitter les camps en 2020 ni 2021 pour profiter de vacances en Espagne et en France, notamment, où ils sont accueillis le temps d'un été.

En lieu et place de ce qui est devenu une « tradition estivale » au fil des décennies, le *Programa alternativo vacaciones en paz* leur a offert des activités éducatives et de loisirs tout au long de la saison la plus chaude et impitoyable sur la hamada de Tindouf.

Ce jour-là les enfants et leurs accompagnants célébraient dans leurs plus beaux atours la fin de ce programme récréatif. Les sourires radieux des enfants ne témoignaient pas seulement de la réussite de ces vacances en paix. Ils offraient l'image d'une nouvelle génération déterminée dès son plus jeune âge à reprendre le flambeau du combat pour l'indépendance de leurs aînés. À ne rien lâcher !



Camp de Boujdour - 13 octobre 2021

La poétesse sahraouie Nana Lahbat Rachid prépare le thé dans une khaima du camp de Boujdour où nous étions invités. La khaima, habitat traditionnel des nomades, est encore présente aujourd'hui devant nombre d'habitations. D'abord demeure de la famille, elle est aussi « l'ombre où l'on sauvegarde la sagesse et la culture » et encore « le lieu où l'on va, la métaphore du désir de retrouver la patrie » (« Les rites de la tente » de Limam Boicha). Les familles des camps y reçoivent leurs invités autour de la cérémonie du thé ou y dorment en saison chaude. Ici la femme sahraouie et la poésie se sont invitées sous cette khaima, célébrant non seulement l'art poétique mais aussi l'importance et les multiples rôles que la femme joue dans sa société.

Ariane Vuagniaux
Salindres, le 29 novembre 2021



La mission permet de reprendre les contacts avec nos formations



C'est avec bonheur que nous avons retrouvé professeurs et collégien-ne-s. Malgré, les problèmes sanitaires, malgré la reprise de la guerre, les écoles et collèges n'ont pas cessé d'accueillir les élèves et les professeurs d'assurer les cours.

Nous avons retrouvé des collègues qui avaient été rénovés pendant les dernières vacances, nous avons pu participer à des cours de français et apporter un peu de distraction aux élèves, leur parler de la France et chanter Frère Jacques en canon.

Les professeurs ont aussi apprécié notre courte présence dans les campements ; nous les avons retrouvés à la bibliothèque de l'ASPECF à Aousserd pour des échanges pédagogiques et amicaux. Ce fut l'occasion de recueillir leurs appréciations quant à la rédaction et à l'impression par l'AARASD d'outils pédagogiques : guides pour les professeurs et manuels pour les élèves de première année. Il y a eu quelques problèmes logistiques pour la distribution du manuel qui a pris du retard, mais les documents fournis semblent bien répondre aux besoins des professeurs et des élèves.

Cette rencontre a permis également d'établir un mode de fonctionnement pour les mois à venir, qui tienne compte des incertitudes quant à la possibilité de voyager. Nous continuerons d'assurer régulièrement une formation continue pour les professeurs avec l'équipe des formateurs de l'ASPECF qui s'est enrichie de quatre personnes et avec qui nous avons une réunion hebdomadaire en visio.

Ce voyage nous a également donné l'occasion de collaborer avec ARTE qui demandait le portrait d'une collégienne pour une émission jeune public. Notre collégienne s'appelle Tfara, Flavian le réalisateur l'a filmée dans sa classe au collège Souelem à Aousserd avec Sénia son professeur de français, puis dans sa famille avec sa grand-mère et ses deux petites sœurs, vous pourrez la retrouver prochainement sur ARTE, un samedi après-midi.

Jacqueline Fontaine

Photos et légendes transmises par Nina et Jean-Yves, formateurs de la FSGT.



Observation d'un animateur en situation d'animation dans une école de Boujdour. Être attentif et savoir faire respecter les règles.



Ensemble, filles et garçons jouent pour gagner dans la joie. Une bonne animation fait jouer les enfants dans la bonne humeur tout en gardant l'enjeu du jeu.



Sans matériel pédagogique, il est possible d'animer pour le plus grand plaisir de la jeunesse des camps. Ce qui compte, c'est de savoir faire jouer tout le monde.

Revue de presse sur la mission d'octobre 2021

Campements sahraouis et territoires libérés



Vue sur le campement de réfugiés sahraouis de Boujdour, le 15 octobre 2021.

MÉDIAPART, extraits

« L'un des objectifs de la RASD depuis sa création est de cimenter une identité sahraouie en fédérant en peuple, une société nomade traditionnellement organisée en tribus rivales. Les camps y jouent un rôle important comme les femmes qui ont pris en charge la vie des camps quand les hommes étaient au combat. Le camp de Boujdour raconte cette histoire. Fondé en 1976, il a d'abord été un lieu d'apprentissage et d'alphabétisation pour les femmes. L'École du 27 février où venaient s'installer les femmes avec leurs enfants, professeurs et élèves ».



Nadine a pu rencontrer Mme Enguia Salem Dof, maire d'Haouza (Smara) avec qui elle a pu échanger sur les difficultés que rencontre cette daïra, le jumelage entre Haouza et Le Mans qui fêtera ses 40 ans l'an prochain et l'accueil d'enfants l'été.

LIBÉRATION, reportage de Célian Macé, extraits

« Mohamed Salem a 74 ans. Il a rejoint le Front Polisario à 26 ans et s'est battu pendant la première guerre. Il commande désormais un bataillon actif de la 4^e région militaire, toujours dans le secteur de Merhiz. Il témoigne assis en tailleur : « nous connaissons les pistes, les arbres, les rochers, c'est notre force qui nous a permis de tenir tête aux Marocains pendant 15 ans. Les technologies ont changé, mais notre détermination et notre espoir sont les mêmes ».



MÉDIAPART, extraits

« Avec l'électricité les réfrigérateurs ont fait leur entrée. Certains foyers on trouve même une machine à laver, une télévision, un climatiseur. Par endroits on a la 4G internet. Les jeunes alpaguent les rares visiteurs étrangers : « c'est quoi ton whatsapp, ton instagram ? ».



LIBÉRATION, reportage de Célian Macé, extraits

« 45 ans après le départ du colonisateur espagnol, le Maroc bloque toute consultation populaire sur le sort du territoire disputé. Le fichier électoral élaboré par les Nations Unies qui a fait l'objet d'âpres batailles et de 15 années de travail, dort aujourd'hui dans les archives de l'ONU à New York et est précieusement conservé aux archives nationales sahraouies. »

Pour la France, sept journalistes et une photographe partiront ainsi à la découverte de ces camps de réfugiés qui sont une exception unique, un État en exil.

Au retour, tous publieront des articles dans leurs Médias respectifs ! Rappel historique, évocation du contexte actuel, témoignages de qualité sur la vie dans les camps, la place des femmes, la situation militaire le long du mur de la honte... Ci-après quelques extraits libres.

Conditions de vie extrêmes

Ce qui frappent les journalistes, ce sont d'abord les conditions de vie des Sahraouis. « *Les camps de réfugiés sahraouis sont implantés dans une zone aride et désertique, exposée aux tempêtes de sable et à de violentes inondations* » décrit l'envoyée spéciale de L'HUMANITÉ qui précise « *125 000, c'est le nombre de réfugiés sahraouis recevant des rations du programme alimentaire mondial* ». Même constat du journaliste de MARIANNE : « *températures extrêmes (50° à l'ombre l'été) et l'absence d'une agriculture, les réfugiés ne survivent pratiquement que par la grâce de l'aide humanitaire* ».

Le titre de LA CROIX résume clairement la situation « *Une population sous assistance humanitaire* ». Le portfolio publié dans MEDIAPART témoigne de ces conditions extrêmes « *Dans les camps de réfugiés sahraouis, on n'en peut plus* ».

« Dans les camps, des femmes en résistance »

Les femmes rencontrées par le journaliste de L'HUMANITÉ témoignent de leurs difficultés (vie quotidienne, souffrance de la séparation des familles) mais aussi de leur détermination « *nous sommes un peuple libre. Nous voulons notre indépendance, revenir à notre terre* ». Et surtout elles « *s'affirment, le verbe haut, sur la scène sociale et politique* ». Ce sont elles qui gèrent en majorité les willayas et comme le précise une vice-présidente de la Daïra de Boujdour dans LA CROIX, « *on a géré les tentes (pendant la guerre-NDLR), puis les femmes sont devenues des professeuses, des infirmières, des médecins, des gouverneures.* »

Participante du blocage pacifique de la zone tampon de Guerguerat jusqu'à la réplique de l'armée marocaine le 13 novembre 2020.

Le 16 octobre, dans sa maison au campement d'Aousserd.

La situation militaire

Les journalistes ont pu se rendre sur la ligne de front, le long du mur, dans les secteurs de Smara, El Mahbes, etc. où les Sahraouis tirent sur les positions marocaines. « *Ces frappes sont un exercice quotidien* », confirme un général sahraoui au correspondant de MARIANNE.

Dès le 21 octobre, LIBÉRATION s'attache à informer sur le conflit qui a repris depuis novembre 2020, conflit que le Maroc tient à occulter. « *Depuis un an, le Front Polisario a repris la guerre contre le Maroc, après 30 ans de cessez-le-feu. Bercés par les récits héroïques du passé, ses combattants mènent des opérations de harcèlement en tirant sur le mur de séparation* ».

Le titre de LA CROIX souligne le silence médiatique total qui entoure cette guerre : « *C'est pourtant la guerre* » : *au Sahara occidental, l'invisible conflit.*

Les journalistes sont aux premières loges pour constater la détermination des combattants sahraouis mais aussi la vétusté des équipements... MARIANNE évoque l'asymétrie totale des forces en présence, qui explique le choix de l'armée sahraouie « *Depuis la reprise des combats le 13 novembre 2020, nous menons une stratégie de guérilla* ». « *La ligne de front n'existe plus* ».

Une reprise de la guerre... qui fait l'unanimité

Les Sahraouis soutiennent leurs combattants. « *Au Sahara occidental, la reprise de la guerre galvanise un peuple à cran* » titre MEDIAPART et les combattants rencontrés soulignent l'engagement de tous « *Les Sahraouis veulent tous se battre, c'est normal. Nous avons essayé pendant 30 ans la diplomatie, sans succès alors que le droit international est de notre côté* (LIBÉRATION). La détermination des jeunes est totale. « *Les jeunes sahraouis sont plus va-t-en guerre que la vieille génération*, précise un interlocuteur.

Pour eux, seul l'usage de la force est une solution viable ». (MARIANNE). « *Tu te rends compte ? Ma génération n'a jamais eu sa terre. On n'en peut plus. Naître et mourir dans un camp de réfugiés, ce n'est pas une vie* » confie une jeune fille de 25 ans à MEDIAPART.

Les prisonniers politiques

Dans les campements, les familles sous occupation et les prisonniers politiques sont au cœur des préoccupations. L'HUMANITÉ publie un entretien (téléphonique) de Naâma Asfari, incarcéré depuis 2010 au Maroc : « *Je lutte pour ma liberté et pour celle de mon ennemi* ». MARIANNE renvoie à son site pour des articles sur les prisonniers politiques au Maroc.

Sur MEDIAPART Claude Mangin, accompagnatrice de cette mission et épouse de Naâma Asfari, décrit la situation déplorable et préoccupante des prisonniers de Gdeim Izik.



La mission est également relayée sur ARTE, RFI et FRANCE CULTURE.

Interviews, décryptages, les interventions et reportages des journalistes donnent enfin aux auditeurs et téléspectateurs une ouverture sur la vie des camps de réfugiés et un aperçu sur une situation politique largement ignorée en France, où les politiques soutiennent sans débats la position marocaine.

À la rencontre de Sophie Caratini, anthropologue



Nous avons eu le bonheur de pouvoir écouter Sophie Caratini, anthropologue franco-mauritanienne, directrice de recherche émérite au CNRS, dont les ouvrages sur la société ouest-saharienne sont pour nous une référence majeure. À notre demande, elle a présenté son itinéraire et sa production scientifique, et particulièrement les ouvrages susceptibles de nous éclairer sur l'histoire, la société et la culture sahraouies.

Sophie Caratini est en effet autant scientifique que littéraire, et elle toujours eu à cœur d'écrire pour un public le plus large possible. Ses livres nous ont permis de comprendre plus en profondeur les sociétés maures, qu'elles soient de Mauritanie ou du Sahara Occidental.

Elle nous a raconté comment le hasard a voulu qu'elle ait pour enseignant Ahmed Baba Miské à l'université de Nanterre en 1973, alors qu'elle devait choisir un sujet de maîtrise puis de thèse. Les nomades étant des populations qui l'avaient toujours fait rêver dans son enfance, elle cherchait un « terrain », comme disent les anthropologues, en rapport avec cette thématique. Ahmed Baba Miské faisait à l'époque partie du Front Polisario naissant, il lui a donc proposé -sans rien lui dire de la situation au Sahara Occidental ni de la création du front de libération- de travailler sur une grande tribu nomade du nord mauritanien qui n'avait jamais été étudiée, les Rgaybat.

Douze ans plus tard elle soutiendra sa thèse d'Etat sur cette communauté, envisagée comme un exemple paradigmatique du phénomène tribal en pays maure. Les premiers combattants du Front Polisario qu'elle avait rencon-

trés en Mauritanie en 1974 et 75 lui avait bien demandé de travailler sur le peuple sahraoui, mais toute jeune fille à l'époque, elle avait considéré que déjà comprendre la structure et le fonctionnement d'un segment de cette société serait un travail immense, et que travailler sur tout un peuple, c'était irréalisable pour une anthropologue, débutante. Plus tard elle a raconté dans un livre autobiographique son premier voyage en Mauritanie, sa découverte de la société maure, ses rencontres avec le groupe d'El Ouali à Nouakchott, et en brousse avec les combattants de l'unité de Mohamed Abdel Aziz, ses séjours dans des familles qu'elle retrouvera 20 ans plus tard dans les camps de réfugiés de Tindouf.

Autorisée enfin à enquêter dans les campements elle ira régulièrement dans les années 90. Ses travaux portant essentiellement sur l'impact social et culturel de la révolution sahraouie sur la société traditionnelle seront présentés sous la forme d'articles et de communications dans des colloques et séminaires. Elle les réunira et publiera *La république des sables*, en 2003 aux éditions Harmattan. Cet ouvrage reçut un bon accueil, mais le sentiment d'une forme de méfiance à l'égard de son travail la convainquit de plutôt se consacrer à l'autre volet de ses recherches sur la relation coloniale franco-mauritanienne telle qu'elle s'est traduite dans le Nord de la Mauritanie au sein des Groupes Nomades de l'armée française.

Fondée sur des recueils de récits de vie menés auprès d'un officier méhariste, d'une femme maure, fille de gommier, et d'un tirailleur peul mauritanien, ce nouveau travail publié sous la forme d'une trilogie nous permet de traverser le miroir du mythe pour découvrir un monde saharien que le choc colonial va totalement bouleverser : *La fille du chasseur* (traduit en espagnol sous le titre *La Hija del Cazador* publié par les ediciones del Oriente y del Mediterraneo), *Les sept cercles, une odyssée noire*, et *Antinéa, mon amour*, tous trois parus aux éditions Thierry Marchaisse. Sophie Caratini vient de terminer le manuscrit d'une version revisitée avec la distance du temps, augmentée et annotée, du récit de son premier voyage en Mauritanie initialement publiée aux éditions du Seuil en 1993



sous le titre *Les enfants des nuages* (et en espagnol sous le titre *Hijos de las nubes* aux ediciones del Oriente y del Mediterraneo) qui témoigne de ce moment de bascule de la société nomade à la veille de la guerre du Sahara (sortie prévue fin 2022). Elle a enfin actuellement pour projet d'écrire un petit livre entièrement consacré au peuple sahraoui son histoire, son identité, sa culture et bien sûr son combat.

Sahara info n°185 Octobre - Décembre 2021

Rédaction : Régine Villemont, Christine Massemin, Claude Mangin-Asfari.

Mise en page : Mélyny Fourmy

Photos : Nadine Coquillard, Mohamed Didi, Elli Lorz, J.Y. Fauchon, Jacqueline Fontaine, Naïk le Gall, Boudjema Laouisid, Claude Mangin, Ali Roubiou, Jalil Suiliki, Ariane Vuagniaux.

bur.aarasd@wanadoo.fr

Pour tout contact et soutien aux Sahraouis : Association des Amis de la RASD/France

SITES :

www.association-des-amis-de-la-rasd.org
www.sahara-info.org

Pour être informé des derniers développements concernant les prisonniers sahraouis, n'oubliez pas de vous inscrire sur le site :

www.ecrirepourlesliberer.com

Facebook :
Amis de la République Sahraouie



Une assemblée générale tenue à Gravelines ces 26, 27 et 28 novembre 2021, très stimulante

C'était une manière exceptionnelle de se retrouver alors que nous étions contraints depuis deux ans à des rencontres virtuelles. Trois jours vraiment réussis et stimulants, en présence d'une cinquantaine d'adhérents, d'une vingtaine de militants sahraouis et de Mohamed Sidati, représentant en France du Front Polisario.

Cette assemblée générale s'est organisée en trois moments, l'un consacré au fonctionnement de ces deux années et aux perspectives à envisager, à travers plénières et ateliers thématiques, le deuxième destiné à l'approfondissement de plusieurs aspects du sujet Sahara occidental, juridique, historique et anthropologique et enfin la participation à la fête de remise de la légion d'honneur à Christian. Rapport d'activité et rapport financier ont été adoptés à l'unanimité des adhérents présents et représentés. L'élection d'un nouveau CA a suivi. Bienvenue aux administratrices et administrateurs nouveaux et anciens.

Nous avons consacré une grande partie de notre temps à travailler en ateliers suivant quatre directions, leurs conclusions nous serviront de perspectives pour 2022. Dans l'atelier ressources naturelles animé par Meriem Naili, analyse de l'arrêt du tribunal de la Cour de Justice de l'Union européenne et préparation des prochaines initiatives propres à favoriser sur le terrain la mise en œuvre du cadrage juridique arrêté par le tribunal : le Front Polisario est le seul représentant du peuple sahraoui et le seul à pouvoir exprimer son consentement concernant la disposition de ses ressources. Sans oublier le plai-

doyer sur le développement de l'énergie renouvelable (voir dossier WSRW sur « l'écoblanchiment et l'occupation »).

Dans l'atelier plaidoyer politique, nous avons renouvelé les engagements d'adresse aux autorités françaises et européennes suivant l'actualité politique et souhaitons poursuivre l'effort de rassemblement de nos initiatives tant avec la diaspora sahraouie qu'avec les autres associations, organisations et élus attentifs au sujet.

Dans l'atelier droits humains et prisonniers politiques, les présents ont souligné l'importance du sujet traité par plusieurs associations en Europe et souhaitent poursuivre et améliorer la démarche du parrainage des prisonniers initiée depuis 2013.

Dans l'atelier formation des professeurs de français des collèges dans les campements sahraouis, les présents, tous formateurs bénévoles se sont réjouis de la bonne santé de cette formation que la COVID n'a jamais empêchée tout en redoutant les difficultés à venir, le manque de ressources en particulier.

La rencontre avec trois chercheurs Meriem Naili, juriste, Sophie Caratini, anthropologue et Francesco Correale, historien, nous a permis d'approfondir des questions d'ordre juridique, d'histoire et de société. Francesco Correale nous a présenté son film « *Rashomon au Sahara* ». Ce film à l'initiative de plusieurs chercheurs a documenté la dénommée guerre « d'I'fni-Sahara » qui eut lieu entre 1957 et 1958, suivant la méthode utilisée dans le film *Rashomon* d'Akira Kurosawa, qui décrit un même évènement suivant plusieurs narrations.

Le débat qui a suivi a été passionnant car nourri de nombreuses questions et des témoignages des Sahraouis présents.

Participation à la fête de Christian Hogard, décoré ce 27 novembre 2021, de la légion d'honneur

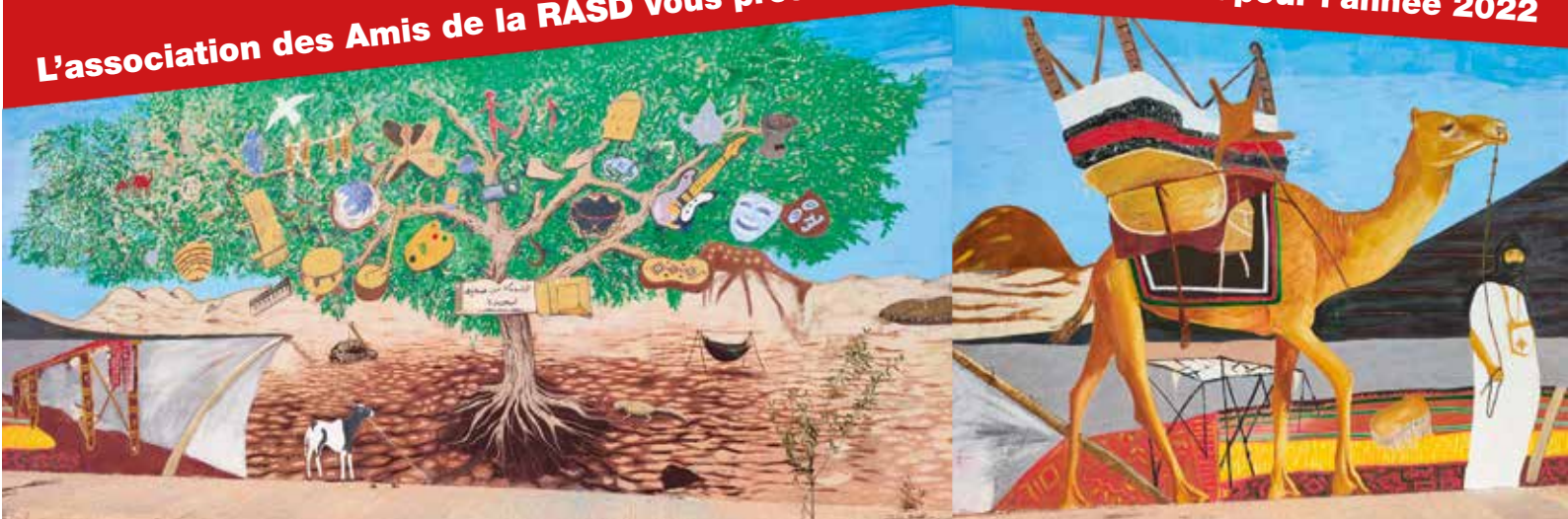


Christian Hogard, une vie vouée aux plus démunis, aux migrants et à la fraternité entre les peuples.

Cette fête fut vraiment un magnifique moment qui sut avec force discours et témoignages d'amitié rendre un réel hommage à Christian, à ses engagements en faveur des peuples occupés comme les Sahraouis, des pays du Sud, des migrants et surtout sa capacité à rassembler autour de ces causes les jeunes, les hommes et les femmes de bonne volonté qui tous étaient présents ce jour-là à Gravelines.

Alors merci à toi Christian pour avoir su parler et soutenir les Sahraouis de manière si généreuse et de nous avoir offert cette assemblée ! Tous nos adhérents et amis, tous les Sahraouis présents t'en remercient vivement et te félicitent pour cette belle médaille dont tu es tellement digne.

L'association des Amis de la RASD vous présente ses meilleurs vœux pour l'année 2022



Vive Le Sahara occidental Libre